

Ampleur

SAMEDI 7 JUILLET, TULLE,
À L'INVITATION DE L'ASSOCIATION AMITIÉ-DROUJBA 19
ET À L'OCCASION DU
6ÈME FORUM DE L'UNION NATIONALE FRANCE-RUSSIE-CEI-EB

CONFÉRENCE DE MATTHIEU VARNIER,
SECÉTAIRE GÉNÉRAL DU CO.U.R.R.I.E.L.

Mesdames, Messieurs,
,Daraguieï drouzia
--Zdrastvouitié.

Nous allons à présent aborder un sujet peu médiatique, presque tabou. Ce dont nous allons parler maintenant concerne la France, mais devrait trouver des résonances profondes dans vos expériences personnelles, dans chacun de vos pays. Quelque chose de simple, de quotidien, mais quelque chose de brutal et de total.

Nous allons parler du sort de la langue française, en France.

Aujourd'hui, en France, parler français ne suffit déjà plus. Cette constatation, qui prend chaque jour plus de poids, chacun en fait désormais l'expérience ici dans sa vie quotidienne, avec une acuité émoussée par l'habitude et les justifications complaisantes d'une véritable **propagande** médiatique.

Une forme de discrimination insidieuse et généralisée se met ainsi en place sous le paravent et en soutien de la "mondialisation".

Plus qu'à rappeler l'évidence des signes que chacun peut constater (les Carrefour *Market*, ONERA "*the French aerospace lab*", etc.) et au delà des anecdotes malheureusement très significatives illustrant la nature politique du phénomène, mon intervention s'attachera à démontrer quelques fausses vérités de ce combat **pour la préservation, par chaque peuple, de son droit à parler sa propre langue, à préserver ce ferment de sa pensée et la vision du monde particulière qui s'y attache.**

Cet exposé s'articulera autour de quelques questions inévitables, comme une introduction au débat :

- 1) *L'ampleur du phénomène* : que nous parlions bien, tous ici présents, de la même chose.
- 2) *Sa gravité* (ses conséquences) : faut-il s'en émouvoir ou s'en féliciter ?
- 3) *Sa nature* : une *causa sui*, vraiment ? Une évolution naturelle, le fruit d'une supériorité linguistique désormais scientifiquement reconnue ???
- 4) *Les contre-vérités de la propagande.*
- 5) *Un peu de géopolitique.*

Et enfin, surtout --car nous n'avons pas à accepter cet acculturation, car il devient crucial d'agir :

- 6) **Résistance** : comment se battre, à quelle échelle ?

I. L'ampleur du phénomène.

Ampleur

Le phénomène n'étant pas propre à la France, il est probable que la plupart d'entre vous aient déjà un aperçu de la question. Déclinons simplement quelques exemples pour donner une vue d'ensemble locale.

Certains éléments en sont immédiats, bien trop évident pour faire l'objet d'un débat : l'anglais, ou plutôt disons « un certain anglais », est devenu LA langue de nos boutiquiers, la grande favorite de nos enseignes ; à tel point que l'on prend la peine de réécrire celles des librairies *Relais* pour les écrire avec un « y », ou encore que l'on débaptise à grands frais nos supermarchés pour en faire des *City Market*, *Carrefour Market*, et autres *Simply Market*. De manière intéressante, d'ailleurs, ce phénomène ne touche pas alors que la *création* (les nouvelles marques et commerces, les Carrefour « *Planet* »...), mais prend le risque de bousculer nos repères pour *modifier* l'existant. On se souviendra à ce propos de la légendaire *DS* de Citroën, un nom à la phonétique pourtant évocatrice, et dont on voudrait désormais à rebours faire l'acronyme de *Distinctive Series*.

Un article de *La Voix du Nord* du 10 août 2009 *Arras, ville anglaise ?* par Raymond Besson, l'illustre plaisamment :

« *L'autre jour, en me baladant du pont de Cité à la gare, j'ai cru que j'étais en Angleterre. Il y avait un Dock Games, un IKKS Women, un Anonym Hair, un Class VIP, un Nuggets (cinebank), un One Step, un Pimkie (« Fall Winter Collection 09 »). Et je n'étais pas au bout de mes peines puisque rue Ernestale m'attendaient un Claire's (« Where getting ready is half the fun »), un M & S (« Retailer of the year France '08 »), un Guest, un Bamboo, un Scottage, The PhoneHouse.[...] »*

Nous ne nous appesantirons pas sur le sujet, une simple balade dans nos rues en donne déjà un aperçu dangereusement significatif.

Citons simplement Michel Serres en conclusion – philosophe connu pour son cosmopolitisme : « *il y a plus d'anglais aujourd'hui sur les murs de Paris qu'il n'y avait d'allemand sous l'Occupation* ». -Ce même philosophe qui a signé récemment un article édifiant, fin 2011, « *Collabo de la pub et du fric* ».

Poursuivons cette balade imaginaire. Sortons des rues piétonnes, vivons.

Tenez, allons au cinéma : 3 titres sur 4, parfois davantage, sont en anglais. Y compris pour des films d'origine coréenne, dont on ne viendra pas soutenir que la traduction en français du titre aurait trahit d'une quelconque manière la pensée **impérieuse** du réalisateur. Nous avons des titres aussi vides que « *Batman the Dark Knight* », là où pourtant le terme « Chevalier » conserve une forte puissance évocatrice, beaucoup plus efficace. Des films français avec des titres anglais, comme le film « *Go fast* ». Et des absurdités qui révèlent une logique bien au dessus de la raison : le film paru comme « *The Reader* », tiré d'un livre allemand (*Der Vorleser*) qui fut un succès de librairie en France sous le titre *Le liseur*. Idem pour le roman « *La constance du Jardinier* », devenu « *The Constant Gardener* » sur nos écrans...

Ou encore « *Very bad Trip* », une locution assez **méprisante**, puisque le titre original était « *The hangover* » (« la cuite »), et que devant la crainte que nous n'en comprenions absolument pas l'idée, on l'a traduit... en mauvais anglais.

Notons que le pire est sans doute atteint avec les titres ouvertement « *franglais* », yaourt. Comme « *Love et autres petites contrariétés* », qui suggère à la fois que « *love* » pourrait être un terme français, mais aussi qu'il aurait un sens différent, propre, du terme plus naturel d'amour. **Et donc... une légitimité dans l'espace public.**

➔ **Ce titre n'utilise pas un mot, il le crée, en quelque sorte.**

Nous parlions du titre, et je sais qu'en province la tendance se fait plus timide : en région parisienne,

Ampleur

il devient parfois difficile de voir même un film en VF : les grands groupes, UGC en tête, mais aussi souvent Pathés, diffusent souvent exclusivement la version anglaise, ou à proportion de 2 séances pour 3 sur un même film. **Quel confort, pourtant, qu'un monde intelligible dont les héros nous ressemblent au moins un peu !**

Le cinéma ne nous plaît pas, rabattons-nous sur la télévision. Les *Loft Stories*, « *The Voice* », et autres *Academy* (ne pas oublier le « y »...) ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Savez-vous qu'au Québec, une directrice des programmes fut violemment prise à partie sur sa gestion linguistique, pour des séries et des dessins animés dont la traduction était jugée trop partielle par ses concitoyens ? Eh bien elle se défendit en expliquant qu'elle achetait ses contenus... à la FRANCE, et que les entreprises françaises en réalité produisaient DIRECTEMENT en anglais, et traduisaient ensuite seulement en français pour les besoins locaux, omettant effectivement bien souvent de traduire les musiques, les génériques, et plus encore, à nouveau, le titre.

Nous voici donc déjà des clients de second choix -- seconde zone -- pour nos propres entreprises, dont les dénominations commerciales en anglais annoncent du moins clairement la couleur -- au lieu de... « nos couleurs ».

Nous pourrions aller voir un concert, pardon un *live*, il doit bien y avoir un artiste ou l'autre dont le *tour* passe dans la ville. On aurait pu aller aux *Francofolies*, mais le nom est devenu trompeur depuis que le petit commercial aux manettes a décidé qu'il s'agissait d'un festival de chanteurs français, et non... de chanson française !, **et que le 14 juillet fut justement le jour choisi pour mettre en avant les très nombreux participants anglophones retenus**. L'*Eurovision* n'est pas idéale, avec la quasi-totalité des pays qui abdiquent gaiment la promotion et l'illustration de leur langue pour tenter de gagner par l'anglais... Ou alors un événement sportif, une « *cup* » de quelque chose, un quelconque « *challenge* » ou un « *open* ».

Les journaux, la presse écrite en général, a sans doute la plus lourde part de responsabilité dans la diffusion et l'appropriation de termes anglais, en remplacement des termes français. Ce sont les médias, les grands journaux et magazines, qui truffent leur « communication » d'anglicismes souvent incompréhensibles au commun des mortels, laissant ainsi clairement entendre qu'il est désormais "ringard" de parler un français correct et accessible à tous les citoyens. J'ai récemment lu, dans un « gratuit », un article complet sur le « *crowdfunding* », terme repris à chaque ligne quasiment, et qu'une parenthèse unique condescendait à nous traduire, à regret, par « financement participatif ». On pourrait aussi déplorer la perte corps et âme de « courtier », assassiné par « trader », etc. Il n'est que de regarder les nouveaux titres ou les titres récemment parus de la presse « française », « *Books* », « *Girls* », « *Oops* », « *Men's Health* », « *Envy* », mais aussi « *Phone life* », « *PCupdate* », « *ilive* » ou « *hardware magazine* » pour mesurer l'accélération du basculement linguistique.

Un problème aggravé par les anglicismes discrets, voire invisibles, et donc d'autant plus subversifs, de ceux qui conduisent à utiliser *efficience* pour efficacité, *trafic* pour circulation, *addiction* pour dépendance, ou *futur* pour avenir, **voire emprunter la syntaxe de l'anglais**.

Les radios ne sont pas en reste, et par exemple « **France** » **Info diffuse en général plus de 90 % de chansons en anglais**.

Soit, sortons, voyageons.

Dans la « *Loire Valley* », par exemple, ou l'Aisne, puisque « *it's open* ». Que de « french history » entassée là bas ! Ou plus loin, à Marseille, que sa municipalité en mal de touristes décrète hautement « *On the move* » sous un beau pictogramme de vague. A moins que la « *Montparnasse Tower* », et autres « *Eiffel Tower* » ne nous accueille, même si les horaires en version française sont quasiment illisibles sur les affiches, un peu comme ceux des Galeries Lafayette, dont le général

Ampleur

éponyme doit faire la toupie dans sa tombe avec le slogan « *Department Store of Fashion* » (mais aussi, qui de nos jours parle encore de la mode parisienne autrement qu'à travers la *Fashion Week* ?).

Nous pourrions également prendre l'avion, l'aéroport Saint-Exupéry, à Lyon, n'ayant finalement pas pu prendre le nom de *Lyonairport* grâce au veto naturel mais courageux du préfet. On peut évoquer en passant le *remplacement* brutal, en une nuit ! de tous les sigles traditionnels à trois caractères utilisés dans l'entreprise Aéroports de Paris et plus largement sur les aéroports parisiens pour la gestion des vols à l'arrivée et au départ. Ils ont été remplacés par des abréviations à quatre caractères de termes anglophones. Par exemple : «HAB» Heure d'Arrivée Bloc devient «AIBT», *Actual In-Block Time*. Le basculement a eu lieu dans la nuit du 13 au 14 octobre 2009 (en appui : <http://lesalonbeige.blogs.com/.a/6a00d83451619c69e20120a605cf84970b-800wi>).

Alors peut-être prendre le train, dans un *Family TGV* grâce à nos points *S'miles* ?

Redevenons sérieux, allons travailler. Peut-être pas à l'usine Danone de **Saint-Just-Chaleyssin**, du coup, dont les ouvriers sont en grève **et en procès** pour le droit à travailler dans leur propre langue, alors que la direction de cette marque très française a décidé de passer tous ses logiciels de gestion et de production en anglais, avec les inquiétudes que l'on s'imagine pour le personnel devant utiliser ces nouveaux outils dans *une langue abscone par nature de n'être pas la leur*. Devoir faire un procès pour réclamer le droit simple de *comprendre*, d'user de la langue naturelle du pays et langue maternelle de l'écrasante majorité des concernés. Tout comme le furent les salariés d'AXA Assistance en 1999 (un logiciel également), de GEMS en 2006 (documentation technique), ou ceux d'Air France en 2010 (pour une documentations concernant la maintenance et la circulation des appareils dans l'aéroport !).

Un sondage réalisé par l'**observatoire du stress de la CFE-CGC** montre d'ailleurs une véritable souffrance au travail lié à l'utilisation forcée d'une langue étrangère ; 25% des cadres, notamment (les premiers touchés par le phénomène et les méthodes de la nouvelle gestion des entreprises) déclarent ressentir une anxiété forte, une mise en difficulté quotidienne associée aux risques d'une compréhension toujours partielle des données et consignes, ainsi qu'une limitation de la circulation de l'information.

Citons pour conclure un peu arbitrairement les salariés de l'usine Continental, qui ont appris en 2009 leur licenciement... en anglais de leur patron allemand.

Celui qui le dit le mieux est encore M. Ernest-Antoine Seillière, qui à peine promu patron des patrons européens (le syndicat « *Business Europe* ») venait de déclarer: « je ne vous parlerai désormais plus qu'en anglais, la langue des affaires et de l'entreprise » ? La devise affichée par le MEDEF lors de son congrès 2009 n'était-elle pas « *Ready for the future* », ce qui signifie clairement que le français serait la langue du passé ?

Et après avoir évoqué la vie civile, nous pourrions encore parler, symbole régalien s'il en est, de **l'armée**, contaminée par le virus du « globish¹ » puisque désormais, aucun militaire ne pourra devenir officier, quels que soient ses états de service, sans avoir le niveau d'anglais requis (!) ; d'ailleurs, à Lille, plusieurs prises d'armes majeures, pas toujours effectuées dans le cadre de l'OTAN, se sont faites en anglais. Est-ce ainsi qu'on éduque nos militaires à respecter leur drapeau, leur pays, leur histoire et leur peuple ?

En sommes, il n'existe plus un aspect de notre vie où l'anglais ne devienne nécessaire, voire de plus en plus indispensable. *Il ne reste à notre langue humiliée que le secret des chaumières, où les*

¹ L'auto-proclamé « *Global English* », ou « Anglais mondial »...

Ampleur

mauvais élèves de la mondialisation peuvent toujours parler entre eux le dialecte des vaincus.

II. Conséquences et objectifs.

Les conséquences sont doubles, à la fois très directes et très *pernicieuses*.

→ Tout d'abord une remarque, simple mais peu courante : **on réapprend sa langue maternelle au quotidien**. Rien n'est figé, et d'autant moins par notre très grande capacité au mimétisme social. **Vous connaissez un mot parce que vous l'employez**. Parce que vous l'entendez, et que les terminaisons neuronales correspondantes sont ainsi entretenues périodiquement. On peut *perdre* du vocabulaire, on en perd tous les jours. A force d'entendre et de lire sans cesse exclusivement *trader*, on oubliera qu'il s'agit d'un *courtier*, ou (plus technique) d'un *opérateur de salle de marché*. D'abord on ne sera plus capable **que** de le reconnaître, sans pouvoir utiliser soi-même spontanément ce terme, puis le doute s'installe. Déjà le *Best Of* a tué le *Florilège*, jusque sur les collections de musique classique. « *Spray* » se taille la place de *vaporisateur*, « *Vintage* » ronge lentement *rétro*. *Leader* et *Leadership* (*précellence, charisme, meneur, chef de file, numéro 1, etc.*), l'omniprésent « *coach* », **la liste des mots est longue que nous ne sommes plus toujours capables de traduire spontanément et d'éviter d'utiliser**.

→ Remarquons ainsi une chose : ***l'anglophonisation est un bain culturel***. On apprend l'anglais comme on l'apprendrait « là bas », par les simples interactions avec l'environnement. On l'apprend exactement comme nous avons appris notre langue maternelle. En vivant, en voulant comprendre, agir. Passivement et par nécessité. Progressivement.

Reprenons les titres des films, juste « à titre » d'exemple. Un cinéaste, Luc Béraud, nous faisait remarquer comme ils n'ont finalement rien d'anodin : « [...] il y a derrière tout cela une volonté bien précise : celle de persuader le public que "**un vrai film, c'est un film américain**". La langue du Septième Art, c'est l'anglais, et donc son pays, c'est Hollywood. [...] Et chez eux on ne se soucie guère de traduire ou non les titres, puisque leurs frontières sont quasiment fermées à l'importation des films étrangers. Quand néanmoins ce sont des succès incontournables, et donc une source de profits potentiels, les studios hollywoodiens préfèrent tourner des remakes (des refilms) plutôt que de laisser pénétrer de manière significative les versions originales sous-titrées ou doublées, avec leur lot de voitures étrangères, de boissons non-gazeuses, de fromages qui puent, bref de modes de vie par trop différents de l'American way of life... »

On peut d'ailleurs aller plus loin.

→ On entend souvent décréter que la **traduction serait une sorte de trahison**. Un poncif aussi ancien que partial. Pour qui parle couramment une langue, effectivement la traduction sera bien souvent impuissante à rendre une **locution** dans toute sa **subtilité**, dans **les connotations d'un contexte culturel différent**. C'est une évidence. Mais *justement* parce que cet ART est un métier, hautement qualifié --celui du traducteur-- il est absolument de mauvaise foi d'appliquer cet axiome à l'ensemble d'une population. Non, mes faibles connaissances de telles ou telles langues ne me permettront très certainement pas, à la volée et l'attention distraite par l'image, de me pénétrer de la signification d'un terme aussi bien ni aussi profondément que ce qu'une traduction posée et qualifiée aurait proposé.

La « mode » des films « en version originale sous-titrée », cache une volonté d'imposer avant tout la « version anglais sous titrée », Hollywood ayant une part régaliennne des œuvres proposées à nos écrans (je dis bien *proposées*, car j'ai eu l'occasion de constater la maestria de l'industrie cinématographique russe, par exemple, et « curieusement » bien peu de films sont importés... Mais on pourrait aussi parler du cinéma intimiste d'Amérique du Sud, ou encore des superproduction

Ampleur

indiennes, très prisées hors du « bloc occidental »).

Pour rester dans la même logique, lorsqu'un inventeur, concourant au célèbre concours Lépine, nomme sa maigre invention du doux nom de « *flying plate* », ou qu'un moteur de recherche internet bien connu et *français* s'appelle « *Ask* », **ils participent d'un monde dont on peut croire que tout progrès vient des E-U**. Un mythe auto-alimenté par ces allégeances gratuites, et qui donne à penser que tout vient de la *Silicon Valley*. **Et quand cela n'en vient pas, c'est du moins fait ostensiblement « à leur manière », comme un parrainage ou un haut patronage du résultat**. Un peu comme ces marques chinoises volontairement à consonance américaine voire parfois allemande, et qui jouent ainsi sur les réflexes pavloviens du consommateur.

Restons un instant sur l'aspect « mode », et la façon dont la population accompagne parfois très **activement** le phénomène, sous le formidable élan donné par « le système », c'est à dire la propagande politique et doublement médiatique (reprise sans recul + amplification du discours politique, ET campagnes propres sur le thème, **dont le versant « mondialisation nécessaire et joyeuse par l'anglophonisation » est décrétée sujet de société**).

C'est vrai, partout les initiatives fleurissent, innombrables. Un groupe de copains qui va former un ensemble de rock l'appellera « The Green Olive », des étudiants baptiseront leur petite équipe de robotique « The pink rabbit », etc.

Les créations en anglais sont tellement fréquentes dans le domaine mercatique, même dans nos entreprises publiques, **qu'elles en deviennent comme naturelles**. Songeons par exemple que déjà pour nous (contrairement, par exemple, à nos amis russes !), un héros c'est *NOM_EN_ANGLAIS-man*, et non pas « L'Homme araigné », « l'Homme chauve-souris », « l'Homme de Fer » –autant de noms qui sonnerait curieusement à nos oreilles désormais... Pourtant, ce n'est rien d'autre en anglais, pour des anglophones. Un titre « descriptif », très concret. Un exemple banal en est « Le Glouton », devenu peu après « Wolfverine », et dont bien peu de français doivent comprendre qu'il s'agit d'un Carcajou² et non de quelque dérivé du loup...

Nous sommes de plus en plus dans la situation de l'Égypte ancienne, avec un démotique pour les petites nécessités de la vie courante, la comptabilité et les courses, et le hiératique comme langue du sacré pour l'emphase.

Cette bataille des mentalités, de l'honneur pour une langue de servir à *nommer* les choses est très préoccupante, car évidemment l'appropriation de l'anglophonisation rend la prise de conscience particulièrement difficile par la suite. Quelqu'un disait « *notre jeunesse ne se bat plus contre la culture américaine, car c'est aussi la sienne !* »³.

Néanmoins, une des conséquences les plus rudes vient cependant évidemment du monde du travail, directement (discrimination à l'embauche, comme chez Renault –le *retail group* autant que *Renault Truck*- qui impose un score minimal au TOEIC pour l'embauche de ses cadres –puisque les réunions et conseils de direction de cette entreprise « *française* » se tiennent en anglais...), et indirectement, via le monde universitaire et l'accès aux diplômes.

En pratique, le niveau d'anglais exigé pour les postes à responsabilité devient souvent si élevé qu'ils sont officieusement réservés à des anglophones de naissance (*english mother tongue only*).

² Terme québécois pour désigner un « glouton », sorte de petit ours agressif et griffu à l'instinct de survie légendaire.

³ Cf. l'essai *Mainstream*, de Frédéric Martel, « Enquête sur cette culture qui plaît à tout le monde »

Ampleur

Nous avons parlé de la souffrance au travail, de la mise en difficulté du salarié.

→ L'anglais, d'ailleurs, même lorsqu'il n'est pas requis pour le travail, devient **un critère de trié des candidatures** : le parler valorise, ne pas le parler est éliminatoire. Un *facteur de distinction*.

On pourrait aussi bien s'étendre sur l'absurdité intrinsèque de la course à l'anglais, si peu compatible avec les exigences de la compétitivité : pendant que nous gaspillons beaucoup de nos ressources (temps, argent...) à apprendre l'anglais, et/ou à maîtriser ensuite notre discipline *malgré le frein d'une compréhension limitée*, les anglophones de naissance peuvent se perfectionner dans leur champ disciplinaire, travailler (le valoriser davantage), ou même simplement se détendre. On en vient à voir la maîtrise de l'anglais passer devant, **loin devant l'expertise métier**, et une compétence annexe, d'une nécessité très largement artificielle, prendre le pas sur le cœur de l'activité.

Du monde du travail, une logique implacable relaie l'exigence de l'anglais à tous les niveaux de notre système éducatif. De fait, si le travail est en anglais, il faut donner les cours en anglais dans les grandes écoles et cursus universitaires, dont une des vocations est d'y préparer (surtout en nos temps de pragmatisme décomplexé, où le savoir en lui-même et pour lui-même est totalement déconsidéré). Et du coup, pour préparer au cycle supérieur, adapter la licence, d'autant qu'alors **l'anglais devient bien un élément clé de la capacité aux longues études**. De là, le bac suit, et avec le lycée on peut remonter au collège, cela jusqu'à... la maternelle.

On peut alors en tirer les conséquences sur cet outil merveilleux qu'est l'École, et qui fut, grâce à Jules Ferry, un grand vecteur de cohésion et d'homogénéisation ; mais ce même **instrument d'émancipation et d'instruction civique est détourné et retourné contre la nation** en servant de levier pour anglophoniser toute une classe d'âge, banaliser la prééminence de l'anglais que nos enfants auront vécu *dès le plus jeune âge*, un élément si présent de leur environnement qu'il ne sera plus susceptible de questionnement. **L'école publique laïque et... obligatoire devient progressivement l'arme de la propagande atlantiste**. Quelques repères récents : **Luc Chatel annonçant en 2011 les cours d'anglais dès la maternelle** (ce sera donc le seul cours qu'ils auront eu tout au long de leur scolarité, du tout début à leur diplôme final... !), c'est à dire à un moment où l'enfant est certes perméable, et pour cause !, mais où les structures de la langue ne sont pas encore solidement établies. Toute une génération vouée au franglais et à la confusion ; la chose est très différente, d'ailleurs du cas des enfants bilingues du fait de leur parent, dont on sait qu'il faut exclusivement associer une langue à un adulte et n'en pas changer. Au reste, l'acculturation commencera bien avant la *grande section* puisque par exemple la mairie de Neuilly propose fièrement des crèches *en anglais*, et que fleurissent partout des garderies privées dans la langue de Bush et Thatcher pour les parents qui auront bien compris la nouvelle règle du jeu... **La soumission est de toute façon toujours vécue comme un pragmatisme**.

Deuxième éléments du dispositif, notre bien aimé président précédent (Nicolas Sarkozy) déclarant publiquement son intention (fin 2009) de faire passer l'enseignement de l'Histoire, des mathématiques et du sport (!) en langue anglaise dans le cadre de la réforme du lycée. Imaginons le résultat : *nul en anglais, pas de bac*. Nul en math c'est peut-être rattrapable, idem pour l'Histoire. Mais en anglais, c'est 3 matières d'un coup ! **La maîtrise de l'anglais devient alors le sésame, la condition, la priorité**. LA discipline reine, car celle qui conditionne la compréhension de toutes les autres. D'ailleurs le ministère ne s'y trompe pas en proposant dès cette rentrée 2011 des stages intensifs de remise à niveau en anglais... et pas en allemand ni en mathématique. On peut également sans trop de peine se figurer d'où seront tirées les manuels et sources pédagogiques pour l'enseignement de l'Histoire... Il n'est plus sûr que pour nos enfants Champolion soit toujours le vainqueur des Hiéroglyphes (allez voir le commentaire attaché à la pierre de Rosette dans le musée londonien qui l'abrite !). Quant à l'histoire napoléonienne, son apprentissage sera nettement moins épique... Il n'est pas inutile de rappeler ici qui seront **les premiers discriminés** par une telle

Ampleur

mesure : certainement pas les enfants de certains quartiers parisiens, qui seront allés passer leurs vacances dans le Sussex et auront profusions de précepteurs natifs autour d'eux (cf. les crèches à leur disposition...).

L'École, par ailleurs, subit un autre revers L'affaiblissement progressif et programmé qu'elle subit n'est pas sans lien ou sans conséquence sur le tout-à-l-anglais. On ne défend pas un outil que l'on maîtrise mal et que l'on n'a jamais appris à aimer. On repart plus facilement de zéros...

Qu'elle émane d'une simple dédain pour les choses littéraires, considérée à tort comme si peu utile au citoyen voulu principalement comme un consommateur, ou qu'il s'agisse d'un acte calculé, la dégradation des conditions d'enseignement du français connaît de douloureux records depuis 30 ans. Le volume horaire de français a été divisé par deux au collège et au lycée, au point que certains estiment à une année complète la perte correspondante. Plus subjectif, l'introduction de pédagogies comme l'apprentissage de la lecture par la « méthode globale », peu adaptée à notre langue et récupérée du modèle anglosaxon (où « élastique » s'écrivant « caoutchouc » -les consonne n'ayant pas la même prononciation selon leur place dans le mot- elle est peu ou prou la seule possible) a encore contribué au recul très net des capacités d'expression, notamment écrite, des nouvelles générations. Certes, il faudrait replacer cela dans un contexte plus global d'affaiblissement de l'École, et principalement sans doute au profit du privé, selon l'idéologie économique dominante et sa haine connue de ce qui échappe à la loi du marché. ***Un affaiblissement qui avait d'ailleurs été théorisé dans un document de prospective de l'OCDE, vers 1995***, et dans ce but précis de basculement progressif au privé. En somme, comme toujours, lorsque l'on veut noyer son chien, on l'accuse de la rage. Et les jeunes français se lanceront d'autant plus facilement dans l'anglais qu'ils entretiennent avec leur propre langue des rapports distants, difficiles, voire conflictuels.

Nous parlions des formations supérieures : **déjà de nombreux cursus sont désormais offerts en anglais seulement**, nos formations d'excellence abandonnent toutes responsabilités vis à vis de la société qui les abrite et les finance en faisant délibérément le choix de privilégier les étudiants étrangers... anglosaxons.

Étonnant et terrible, n'est-ce pas, que nos universités et nos fameuses *grandes écoles* soient devenus à ce point des **entreprises**, pour chercher une forme de rendement au détriment *même* de leur mission première et évidente, la formation de la nouvelle génération de nos compatriotes, et notamment nos futures élites.

Parmi elles, glissons seulement un mot sur le très emblématique **campus Science-Po de Reims**, entièrement en anglais et arborant fièrement sur son fronton les drapeaux canadiens, américains et européen, avec le petit oubli bien excusable du nôtre... Un cursus ouvertement atlantiste et particulièrement fier de l'être, pour nos futurs cadres de partis politiques... tout un programme !

Vous pourriez m'objecter, sans doute, que nous parlons de tout sauf d'économie, et que celle-ci se porte comme un charme depuis et lorsque nous devenons les bons élèves du système. Après tout, l'imposition de l'anglais se fait effectivement d'abord par les entreprises et sous couvert de nécessité économique ! --Eh bien vous avez raison. L'économie tire de ce phénomène d'anglophonisation généralisé une vigueur enviable... outre manche et outre atlantique. Le fameux rapport GRIN du Haut Conseil pour l'évaluation de l'école, daté de septembre 2005, chiffre à **10 milliards** d'euros minimum le gain pour le seul Royaume-Uni de la dominance de l'anglais. Toujours selon ce rapport, et en tenant compte des effets multiplicateurs et du rendement des sommes que les anglosaxons n'ont pas à investir dans l'apprentissage généralisé d'une langue étrangère (on n'exige même plus la connaissance d'une langue étrangère au baccalauréat anglais !), la somme passe à **18 milliards** minimum.

Et encore faudrait-il tenir compte du travail gratuit, ou presque, de l'ensemble des services que les étudiants d'Europe et du monde rendent spécialement et préférentiellement à la Grande Bretagne et

Ampleur

aux E.-U. à travers les stages, cursus, échanges universitaires et autres petits boulots de vacances d'autant plus mal payé que le but n'est pas l'enrichissement mais l'avantage incomparable de vivre sur place et de perfectionner son anglais et son CV.

Enfin, encore moins chiffrable serait **l'avantage déterminant des locuteurs anglais** dans toute situation de conflit ou de négociation, avantage qui d'ailleurs devient problématique dans la Recherche [...], largement et institutionnellement acquise à l'anglais (classement des revues par l'AERES, par exemple...), et où de fait les modes de pensée et la démarche scientifique américaine, très différente de la nôtre et moins marquée par le cartésianisme (une démarche déductive là où nous privilégions la rigueur d'une démarche inductive) tendent à s'imposer.

Nous laisserons aux questions le grand point de la Recherche, car il est très particulier et malheureusement moins susceptible de marquer l'auditoire. J'espère en vos questions pour redonner toute sa place à cet important sujet.

Nous avons encore beaucoup à voir, et je laisserai pour les questions la longue liste d'exemple qui illustre, souvent de manière piquante, les efforts renouvelés de la classe dirigeante pour imposer l'anglais dans l'ensemble du système éducatif, ou encore les diverses anecdotes sur l'utilisation désastreuse de l'anglais dans l'économie....

En vrac et entre autres (selon questions et temps) :

- *Tiré du rapport de l'ICEO : Catastrophe sanitaire : les malades sur-irradiés de l'hôpital d'Épinal peuvent en témoigner. Catastrophe économique : les retards pris par le programme Airbus du A380 sont liés à une mauvaise coordination des travaux entre la France et l'Allemagne. Pour « gagner » du temps tout Airbus a travaillé en anglais. Ainsi tous les acteurs qui ne dominaient pas parfaitement l'anglais étaient-ils passifs. Et les rapports techniques étaient-ils rédigés à l'économie. Une rédaction initiale des rapports techniques dans les langues maternelles des techniciens (français et allemand) aurait permis une première rédaction plus riche et les traductions postérieures en anglais auraient permis de vérifier qu'il n'y avait pas de malentendu. Le tout anglais initial qui devait apporter une meilleure coordination a apporté une fausse sécurité, en laissant croire aux différents intervenants qu'ils parlaient le même langage.*
- *Déclarations de Pierre Tapie, directeur de l'ESSEC, Président de la Conférence des Grandes Ecoles (!) sur la nécessité de modifier la loi Toubon pour permettre à nos grandes écoles et universités d'enseigner en anglais ad libitum (Le Figaro du 7 octobre 2010)*
- *Volonté politique : Chatel, Péresse, mais aussi Claude Allègre, alors ministre et son « il faut que les Français cessent de considérer l'anglais comme une langue étrangère ». Ou encore ce fusillé en puissance qu'est M. Copé, et qui déclarait devant un parterre du patronat dans ce qui est un véritable programme de présidentielle pour l'UMP, qu'il faut à tout prix ... passer la télévision en VASTF aux heures de grande écoute !!! (<http://www.slate.fr/story/33579/francais-anglais-langues-etrangees-ecole>).*
- *Les anglais qui demandent à être dispensés de parler une langue étrangère dans l'administration de L'UE !!! Les postes clés qui leur furent attribués !!!*
- *Ernest-Antoine Seillière, appelé à intervenir en 2003 devant le Conseil européen, annonça qu'en tant que président de la confédération patronale européenne Business-Europe, il s'exprimerait en « anglais, la langue des affaires et de l'entreprise ». Quant au président de la banque centrale européenne (BCE), il déclarait devant les eurodéputés lors de sa prise de fonction : « I am not a Frenchman ! ».*

III. Nature et causes

C'est peut-être la partie la plus importante de cette communication. Celle à retenir, à réfléchir, à pousser dans ses retranchements. A comprendre. Car tout est là.

Car, surtout, on ne se bat pas pareillement contre un phénomène pénible mais naturel, immanent, et une agression extérieure contournée mais caractérisée. Également, enfin, car comprendre un problème c'est déjà avoir la moitié de la solution, et ici, dans notre cas, le bon adversaire.

En effet, **l'anglophonisation est bel et bien un phénomène artificiel, voulu, programmé, entretenu à grand frais**. Une supercherie gigantesque tend à nous présenter l'anglais autant comme un fait accompli –alors qu'il est encore largement un processus-- mais surtout une forme de nouvel équilibre spontané apparu pour rendre compte d'une forme de supériorité reconnue et enviable qui donnerait aux peuples du monde entier une sorte d'aspiration à s'identifier au « modèle ». On écouterait alors de la musique américaine parce qu'elle nous plait réellement davantage –qu'elle est meilleure, tout simplement, ce que l'on nous serine d'ailleurs à propos du rock anglais-- , et on utiliserait en toute occasion un vocabulaire emprunté au leur comme une reconnaissance de leur maîtrise du domaine concernée, un peu comme un « *en garde !* » d'escrime sportive.

Dissipons ce malentendu. Dans un premier temps, évoquons la logique. Allons un peu au fond des choses. Ensuite, passons en revue, sommairement, tous ces éléments qui démontrent la volonté proprement *politique* de nous imposer l'anglais, **contrainte qui n'a réellement plus rien d'une curiosité populaire...**

L'imposition *coloniale* du Globish (selon Michel Serres et avec beaucoup de justesse, une colonie c'est un pays où pour avoir accès aux services de base, il faut parler une langue étrangère...) est un phénomène politique, et que l'on pourrait faire remonter au plan Marshall, dont une contrepartie de l'acceptation du prêt (et de l'annulation de la dette) fut, outre la libéralisation imposée des échanges, conditionnées à l'importation *massive* de films et musiques américains, là où avant un protectionnisme culturel autant que les attentes de la population conduisait à une prédominance très naturelle des productions locales.

Le fond de la question est que l'anglophonisation est simplement le volet « culturel » de la mondialisation. Et parce que « culturel » pourrait prêter à confusion, soyons brutal : elle est un instrument politique majeur, un outil de pérennité du système, car une *légitimation de la domination* (économique politique et militaire) à travers le mirage d'une plus grande réussite sociale du modèle imposé. La constitution d'un véritable empire informel (à ce sujet on lira avec profit les écrits de John Perkins...).

Sans s'appesantir sur cet aspect parfois polémique, **il y a à tout le moins une tentative, indirecte mais manifestement payante, pour nous faire sentir une communauté de destin avec certains états et faciliter à leur profit l'influençage à grande échelle des populations.**

Revenons donc un instant au domaine économique, dont l'actualité française comme européenne nous montre quotidiennement par ailleurs comme il **inspire** et **dicte** l'action politique de nos jours.

La langue unique sert une mondialisation économique élitiste qui aspire à une uniformisation des salariés-consommateurs, et que l'on veut nous faire passer pour une fraternisation universelle. La langue unique (et à travers elle, au delà, le modèle de civilisation unique, la RÉFÉRENCE sociale unique) *permet* la mise en concurrence totale et réelle des populations pour l'accès à l'emploi

Natures et causes

(et, plus tard, aux ressources mêmes). Il est un facteur, non d'existence des hyper-structures qui régissent nos quotidiens par le biais (le contrôle...) des médias, de la distribution de biens et services, des politiques gouvernementales (sous le prétexte de relance de la croissance et alors que les partis sont sous perfusion financière partisane), et finalement directement nos vies par le rapport hiérarchique à l'emploi qu'elles offrent avec parcimonie, *mais de rendement accru*. En réalité, et derrière cette façade comptable en elle-même bien réelle, il s'agit d'un impératif d'asservissement du salarié et de façonnage du consommateur, par les moyens désormais classiques du déracinement (culturel et linguistique, priver la personne de ses repères donc de ses appuis), de l'anxiété (qui empêche les visions longs termes ou solidaires et prévient la fronde par l'*individualisation* du rapport entre la structure et sa victime stipendiée), et de l'interchangeabilité (dernier point évident quant à l'aspect linguistique, le vivier de ceux pouvant reprendre votre travail au pied levé, replonger dans vos notes et terminer vos rapports s'étendant à l'humanité entière...).

La grande réussite, patiente et (financièrement) coûteuse, mais susceptible d'un grand retour sur investissement, de ce phénomène d'anglophonisation forcée est **de se farder d'humanisme**, de modernité, de mode et de *nécessité* pour accomplir son dessein. L'humanisme, comme dans bien des cas, repose sur une confusion des notions par proximité des termes, et finalement c'est aussi à cela, d'ailleurs, que vise la nouvelle langue de bois industrielle et financière : en coupant l'individu (le citoyen ?) de sa langue maternelle, **elle le coupe de l'aisance de communication qui permet l'appréciation de ce genre de nuance**, et par là de la réalité elle-même, condamnée à se ressentir sous la forme d'une intuition (inoffensive en l'état) et **non sous la froide acuité d'une notion maîtrisée**. C'est là le grand point, d'ailleurs, de toute « langue de bois » « managériale » : remplacer les mots (connus et d'une définition inaltérable) par des termes influençables créés de manière à masquer un aspect de la réalité dans l'angle-mort d'une définition intentionnellement vague ou mal posée.

La **prétention à l'humanisme**, donc, vient d'une confusion entre un *universalisme* et l'*internationalisme*.

Le premier tend à considérer l'humanité tout entière sous un même jour, et si cette idée peut inspirer de beaux principes d'égalité, elle ne devrait pas devenir le moyen de nier les aspirations propres et souvent divergentes que les peuples héritent de leur Histoire et des modèles sociaux qui en découlent.

L'internationalisme implique intrinsèquement la reconnaissance de cette diversité, cristallisée au niveau de la nation (l'échelle la plus pertinente restant ainsi celle des peuples, ce qui est d'ailleurs entendu dans la **Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen...**) : elle propose une concorde, une curiosité sincère et bienveillante envers cette différence ressentie comme une richesse (l'occasion de se comprendre soit-même, de prendre du recul, et finalement, justement, de toucher à la vérité "universelle" de l'Homme à travers les différentes facettes qu'il exprime par et dans les peuples).

L'universalisme à l'américaine est l'universalisme naïvement manichéen et péniblement auto-centré des empires et des religions : *lorsque vous serez tous comme nous* (à noter, il faut beaucoup s'aimer pour en arriver là...), *on sera tous frères, on pourra alors s'aimer et ce sera super*.

Il faut comprendre que pour fonctionner (et pour faire fonctionner ses modèles mathématiques...) la sphère financière est en quête de simplification. Au bas de l'échelle, le consommateur, à travers divers programmes de fidélisation, est fiché, suivi, surveillé, analysé. Vous aurez des offres personnalisées en retour, ce qui permettra tout autant de passer vos barrières psychologiques pour vous pousser encore compulsivement à l'achat que de vous inciter à vous soumettre volontairement (consciemment ou non) à ces pratiques. Pour la tactique de détail, on peut se le permettre et on ne s'en prive pas. De même avec le salarié, que l'on « responsabilise » et dont on « individualise » la carrière, le salaire, l'encadrement. Mais pour la **stratégie**, voulue comme planétaire, on ne peut tenir compte de ces battements d'ailes de papillon ; il faut dégager (ou créer...) des tendances, des

Natures et causes

mouvements ; la seule certitude de parvenir à **gouverner** (à prendre dans un sens large) la masse disparate est de lui donner des axes communs, de se doter d'outils centralisés pour pouvoir nier la réalité encore très diverses des peuples, facteur de désordre.

On ne compte plus désormais les apartés de plus en plus officielles sur le « besoin » ou directement même (!) la marche vers une *gouvernance mondiale*¹. On ne dira jamais assez qu'elle dictature ce serait, déjà au vu du fonctionnement de ce qui s'en rapproche localement (Union Européenne et démocratie « à l'occidentale » des groupes de pression), mais par *essence*, dans son principe même. Gouverner (donc légiférer) de manière identiques des peuples avec des modèles et des aspirations parfois opposées (prenons l'individualisme fier et viril des États-Unis face à la tradition de solidarité républicaine française, ou encore l'abnégation hiérarchique japonaise face à l'égalitarisme latin et indolent...) revient nécessairement, faute de compromis possible, à généraliser UN modèle de société en désaccord avec tous les autres.

Il n'est que de voir l'opposition farouche d'une partie de l'opinion étatsunienne vis à vis de la sécurité sociale, et du piètre succédané qui fut finalement adopté. Une absence totale de nuance, donc, que même un fédéralisme («à l'américaine » ?) ne peut espérer masquer.

En outre, on peut se demander, dilué dans un ensemble si vaste et si disparate, de quel poids serait alors le vote local (si un véritable vote est toutefois programmé...). Sur des questions générales, il n'est pas interdit de penser que les peuples les plus nombreux auraient toujours la main haute et tendraient à imposer leur vision aux « minorités » (les français seraient et sont déjà une telle minorité...). Enfin **dans un tel contexte, le vote ne servirait plus à dégager l'expression majoritaire d'un mode de vie, à tirer statistiquement les conclusions d'une culture : il ne servirait donc, démocratiquement, à rien, puisque ne pouvant plus témoigner d'une volonté générale réputée valable sur l'ensemble du territoire où elle devra s'appliquer.**

Une langue commune, et surtout communément acceptée comme langue « universelle » est vitale à ce projet, en permettant de passer un vernis sur ce bricolage malsain, une couche de peinture censée faire oublier la fragilité de l'assemblage.

Une bonne propagande, comme celle d'ailleurs de l'UE pour promouvoir l'idée, historiquement contestable et socialement insane, d'un « peuple européen », doit se fonder sur un terreau culturel minimum ; tout bon illusionniste a besoin quand même d'un peu de matériel... On nous a parlé d'une Europe aux racines chrétiennes, et l'on continue journallement d'entretenir chez nous la défiance vis à vis des religions d'importation (Islam notamment). On nous pousse, progressivement, vers une Europe monolingue qui s'applique à ringardiser les nations et leur particularismes culturels (parfois d'ailleurs très pernicieusement sous couvert de diversité, simple façon de **figer en un folklore ce qui vivait comme une réalité sociale**).

La résistance linguistique est donc indirectement mais très efficacement une résistance à une oppression plus directement politique ; à ce titre, il devient de plus en plus aberrant de lutter politiquement sans se saisir de cette question.

Il importe de prendre du recul, et de percevoir la bataille de la langue au sein de la guerre à la différence qui fait rage. La langue n'est que le point le plus marquant, et peut-être le plus crucial, mais c'est l'ensemble de nos repères que médias (de divertissement comme « d'information »), politiques et grandes entreprises cotées s'ingénient à faire glisser. On pourrait citer le cas, dérisoire mais surprenant, des fourchettes : les tables dressées des restaurants ont pris la curieuse manie, depuis la « libération », de les mettre à l'américaine, pointe en haut. On pourrait s'étonner que nos banques, même les plus régionales, s'adressent à nous discrètement d'un *Mister*, à tel point que certains de nos concitoyens en viennent à penser que l'abréviation de « monsieur » est « Mr » ! On peut demeurer surpris que nos cartes d'identité ne prennent pas les accents, pourtant nécessaire à la bonne orthographe de bien des noms et de certains prénoms. Que l'Institut d'Administration des Entreprises (Aix-en-provence) se rebaptise servilement « *Innovation, Awarnesse, Excellence* ». Sans sombrer dans une défiance paranoïaque, il se produit à travers une infinité de détails similaires un

Natures et causes

vol (d'aucuns y rajouteraient un « i ») de nos repères, rendant indolore en bien des points un basculement éventuel mais de plus en plus menaçant, avec l'apologie ouverte et constante du « modèle » étatsunien. Jusqu'où iront nos élites, sous couvert de dogmatisme économique ? **Jusqu'à quel point le réalisme politique interdira-t-il toute velléité de maintien de nos principes, jusqu'où nous redescendra-t-on dans la pyramide des besoins de Maslow ?**

Pour résumer, l'anglais de marchand de tapis est un outil de la mondialisation libérale ; **une façon de circonscrire la réalité, de changer nos repères, de nous prendre jusqu'aux concepts et aux idées par où on pouvait rêver et demander un monde plus juste.** Une façon de nous isoler, de nous empêcher de nous comprendre, en substituant des codes formatés aux subtilités des langages. Une façon de nier la richesse des cultures, de faire de nous des consommateurs de la pensée, sans plus de recul ni de curiosité ; on ne va plus au devant de l'autre, on va lui et nous au devant du « modèle », et le « modèle » filtre et aseptise nos échanges.

Le rôle de l'UE.

L'Union Européenne est intéressante en ce qu'elle est le bras armé de la mondialisation sur notre « vieux » continent, tant par son dogme libéral que son organisation même, et que ces décisions et son engagement fort en faveur du monolinguisme anglais est une marque concrète des logiques à l'oeuvre. En aparté, saviez-vous que le syndicat du patronat européen a obtenu que les dossiers des pays candidats à l'entrée dans l'UE soient exclusivement rédigés en anglais ? On s'étonne autant de son influence que de l'intérêt pratique qu'il peut trouver à cette victoire.

Très officiellement, l'EU est une grande combattante de la diversité. En réalité, c'est exactement cela : elle combat la diversité, et non pour elle !

En vrac :

- Il n'est que de voir l'Office européen des statistiques, il y a peu encore publiées en anglais, allemand et français et désormais entièrement anglicisées (bravo pour la « proximité » avec les « Européens d'en bas ! »), **l'Office Européen des Brevets qui, par le biais du Protocole de Londres, tend à imposer l'anglais comme langue scientifique et technique. La récente initiative de la commission visant à imposer à tous les ports européens de travailler en anglais dans le domaine des contrôles en témoigne également. On peut également** constater que la parité, jadis respectée, entre le français et l'anglais dans les actes officiels de Bruxelles, appartient désormais au passé, l'essentiel des actes étant rédigé en anglais. Lors de la « journée européenne des langues » dans les lycées, l'affichage se faisait (pour la France) en anglais et en français, les autres langues étant figurées en tout petits caractères sur l'affiche. Et ainsi à l'avenant...

[Rapport ICEO « Multilinguisme en version pratique »] :

- Un bon exemple de cette dérive vers le monolinguisme et de l'inégalité qu'elle entraîne entre les acteurs selon leur langue d'origine est donné par cette pratique fréquente de consultation des administrations nationales par les services de la Commission : cette consultation se fait en va-et-vient et "temps réel", sur les projets de Directives, de communications de la Commission ou de résolutions du Conseil, presque systématiquement préparés par lesdits services en anglais international de piètre qualité. Dans ce contexte, lesdites administrations nationales, par l'intermédiaire de leur représentation permanente qui n'a pas le temps de les faire traduire, doivent fournir dans des délais très brefs leurs observations et leurs propositions d'amendements dans cet anglais, sous peine de ne pas les voir pris en compte. Inutile de s'étonner dans ces conditions de la qualité et de l'inspiration dominante de tels textes. Or, cette pratique est devenue la règle générale et les administrations nationales l'intègrent si bien à leur propre mode de fonctionnement qu'elles se mettent à imposer l'anglais international dans le travail quotidien national de leurs agents respectifs, et maintenant à tous niveaux (je veux dire celui du rédacteur de base). Il est donc vain de vouloir faire voter cette Résolution par le PE sans remettre en question les méthodes de travail de la Commission pour son activité réglementaire.
- Les communiqués de presse et les communications de la Commission au Conseil ne sont, le plus souvent,

Natures et causes

disponibles qu'en anglais, la traduction intervenant après.

- Les chiffres concernant les langues de rédaction d'origine des documents à la Commission montrent que, entre 1996 et 2004, le français est passé de 38 à 26 %, l'allemand de 5 à 3 %, et l'anglais de 45,7 à 62 %. En salle de presse de la Commission, la place de l'anglais est d'environ 60 %, celle du français de 40 %. Les appels d'offres sont exclusivement rédigés en anglais.
- L'inventaire des différentes rubriques du site Internet <http://europa.eu.int> montre que l'anglais est largement dominant, en particulier dans la présentation des informations les plus récentes.
- Sur l'ensemble des sites Internet des directions générales relevant de la Commission (au total 79 667 pages), l'anglais occupe plus des deux tiers des pages (53 650 pages). Le français est presque toujours présent et arrive en deuxième position (11,6 % des pages), soit le double de l'allemand. Seuls les sites des directions générales "affaires économiques et financières" et "sciences de l'information" sont exclusivement en anglais.
- Enfin, l'affichage et les écrans électroniques des couloirs de la Commission sont unilingues anglais.⁴

L'Institut Français des Relations Internationales, ou IFRI, donne ses conférences en anglais à *Bruxelles*, avec invitation en anglais également (et seulement le droit de poser des questions en français !).

Vous l'aurez compris : les exemples que l'on pourrait donner de l'engagement ferme de la classe politique française, droite et pseudo-gauche d'opposition confondue, en faveur du basculement à l'anglais sont au moins aussi nombreux que ceux du monde du commerce et de la publicité. Une dernière anecdote me paraît significative.

Lorsqu'il y a tout juste un an, en octobre 2010, Air France perd en appel face au syndicat ALTER, et se voit contrainte à traduire les documents technique des avions -exigence avant tout de sécurité !-, il ne s'écoule pas vingt jours ! après l'Arrêt de la Cour d'Appel de Paris, avant qu'une sénatrice, Madame Des Esgaulx ne dépose un amendement pour extraire de la protection de la loi Toubon l'ensemble du transport aérien, des documents « d'utilisation opérationnelle » aux supports de formation !⁵ Notons à ce propos que les 4400 pilotes d'Air France en étaient réduits à des traductions sauvages des fameux documents ATLAS leur permettant de comprendre le plan de circulation des aéroports, traductions dénoncées par un syndicat pour leur manque évident de fiabilité chacun faisant ce qu'il peut dans son coin, c'est à vous donner une idée des risques que peut engendrer le tout-à-l'anglais.

⁴ Source : OIF, rapport du Secrétaire général de la Francophonie 2004-2006, chapitre IV – Le français dans les organisations internationales.

⁵ (n°70 rect. du 18 octobre 2010) sur le texte de la Commission relatif à la proposition de Loi "de simplification et d'amélioration de la qualité du droit" Cet amendement, disponible sur Internet à l'adresse suivante : http://www.senat.fr/amendements/2010-2011/21/Amdt_70.html

I. On entend souvent dire...

Le français c'est dépassé, moribond, passéiste et sans intérêt. Il existe dans le monde un véritable « besoin » de français. Une envie qui se trouve **méthodiquement muselée** ; il n'est pas anodin, dans une période où le Brésil renaissant ouvre 30 ambassades par an, où les budgets d'influence des états anglo-saxons connaissent de fortes hausses, de voir le Quai d'Orsay fermer les services culturelles des ambassades, fermer des consulats, et réduire de moitié, sous Sarkozy, son budget pour la Francophonie (réseau des Alliances françaises, etc.).

Une association, *Le français en partage*, vous dirait mieux que moi à quel point il est difficile de se procurer des livres en français même dans nos anciennes colonies, pourtant historiquement, et bien malgré elles, partiellement francophones. J'ai personnellement reçu au moins deux courriels d'étudiants du Magreb étudiant le français et nous sollicitant pour l'envoi de livres, de classiques, faute de matière et de matériel pour pouvoir progresser.

On rejoint d'ailleurs là la NATURE POLITIQUE de cette pénurie, qui est aussi une pénurie de débouchés. Les *XI^{èmes} Entretiens de la Francophonie*, à Lyon en 2011, ont été encore l'occasion pour nombres d'officiels du continent africain de démontrer comme la politique des visas restrictive menée par les autorités françaises, y compris concernant les visa étudiants, décourageait bien des familles encore francophones de transmettre cette langue à leurs enfants, alors que l'anglais leur donnerait des chances raisonnables d'aller étudier aux E-U. Il y a un « rêve américain » parce qu'il y a une « ouverture américaine », et l'influence culturelle que cela donne aux E.-U. est colossale.

On ne peut pas réussir à l'international sans l'anglais. Encore une belle vérité : bien peu ont essayé, et ceux qui l'on fait... on réussit. (Cela me fait penser à cet aphorisme : « *tout le monde savait que c'était impossible. Un jour, vint quelqu'un qui ne le savait pas... et il l'a fait* »). On pensera notamment à Michelin, premier MONDIAL du pneu, implanté partout, et qui, tout en faisant du français sa langue officielle promeut dans un bel esprit l'intercompréhension de ses salariés en favorisant l'apprentissage des langues et l'usage de la traduction. Une entreprise où il faut avant tout connaître la langue du pays où l'on travaille, et qui met en avant le français comme langue de travail pour la coordination de ses activités.

C'est un combat *nationaliste*. Le procédé rhétorique est un peu éculé mais toujours très prisé : accoler à l'emporte-pièce et sans fondement un qualificatif repoussoir pour déclencher une réaction épidermique réflexe de rejet et éviter le débat. On nous a éduqué de longue date à fuir, les mains sur les oreilles, lorsque ce genre d'anathème est lâché. Qu'en est-il ? Nous l'avons déjà finalement évoqué, et la réalité de cette lutte est que chacun lutte pour le droit des peuples à parler leur propre langue. Luttant en France (ou, respectivement, en Italie, en Allemagne, en Espagne, en Chine !), il est naturel de lutter pour la langue française, mais ce combat n'est pas vécu par ses acteurs comme une prise de position sur la valeur intrinsèque des langues et la hiérarchisation de leurs mérites (contrairement d'ailleurs aux zéloteurs du tout-anglais, pour lesquels la prétendue concision de l'anglais [souvent au détriment de la précision... cf. la résolution de l'ONU visant à la restitution des terres palestiniennes par Israël... résolution 242... parlant négociation, en voici un bel exemple !⁶] serait la vertu cardinale devant laquelle tout doit plier).

Un exemple parlant : lorsqu'en 2006 les salariés de la société GEMS obtiennent la traduction de leurs documents de travail, la société cède complètement et réalise également les traductions en langue locale dans tous les pays où elle est implantée.

Demain ce sera le chinois. Inutile de se défendre de l'anglais, c'est passager ! -Et dormez en paix braves gens. En réalité, **les chinois eux même en sont à prendre des mesures pour protéger leur langue !** Voici moins d'un an, une loi fut adoptée pour interdire dans les journaux l'usage de termes

⁶ http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9solution_242_du_Conseil_de_sécurité_des_Nations_unies, paragraphe « Controverse sur l'interprétation de la résolution 242 ».

Faux-semblants

anglosaxons lorsque l'équivalent est disponible en mandarin. C'est dire si nos amis de l'Empire du Milieu partagent ce type de pronostiques ! Le chinois ne risque pas de nous être imposé pour trois raisons. La première est qu'ils sont partie prenante de la mondialisation mais sans en tenir les rênes, et à ce titre sujet aux mêmes tentatives d'influencage de masse que nous le sommes. Rappelons que les étudiants chinois apprennent l'anglais pour leurs études, et très très peu les autres langues, notamment le français. En outre, leur langue est trop radicalement différente de la nôtre, dans sa logique, dans sa prononciation, mais plus encore dans son mode d'écriture : imposer le mandarin à ses partenaires serait pour la Chine un effort imposant et largement contre-productif, la marche étant vraiment très haute. Enfin, le plus important peut-être, ce n'est pas leur mentalité. Non que la Chine n'aient pas à l'occasion ou en permanence de fortes velléités de colonialisme. Mais il se manifeste différemment, le peuple chinois étant assez fermé de nature et peu disposé à favoriser l'assimilation (*donc le recouvrement d'une forme d'égalité*) des peuples qui seraient sous sa domination. Je parle bien sûr d'un point de vue historique, en laissant à chacun le soin d'en mesurer l'actualité.

La loi Toubon nous protège, il suffit de la saisir. En réalité... non. La **loi du 4 août 1994**, dite « loi Toubon », définit un « droit au français », et est certes une protection que bien des pays voisins nous envient, et une base sur laquelle de nombreuses victoires juridiques ont été obtenues. Mais outre qu'elle fut considérablement affaiblie par les contestations devant le Conseil Constitutionnel par les menées incessantes de nombreux députés (et cela continue, on pensera à Valérie Pécresse et son désir maintes fois affiché de « libérer » l'Université des contraintes de la loi Toubon, qui dispose, avec le peu d'efficacité que l'on constate aujourd'hui, que la *langue de l'enseignement est le français*).

Le juge, de toute manière, tient compte dans sa lecture de la loi de la volonté politique et du consensus contemporain, matérialisé notamment mais pas exclusivement par la jurisprudence. Or, il est peu dire que la volonté politique actuelle n'est pas à l'application stricte d'un droit à un environnement intelligible ! On vous offrirait bien plutôt un « droit » à une formation à l'anglais vous permettant de vivre dans notre pays anglosaxon. Il faut surtout savoir que le Droit Communautaire a primauté sur le droit national (lorsque celui-ci a été promulgué après le traité de Maastricht, soit 1992), et que la Commission est sans surprise absolument opposée à la défense des langues nationales, défense présentée fallacieusement comme une discrimination (!), comme si nous étions réellement un « peuple européen » homogène et uni -on nous fait endosser le rôle, en quelque sorte, de vilains séparatistes.

A cet égard, un fait est particulièrement significatif, pour lequel je donne la parole au syndicaliste Jean-Loup Cuisiniez, très connu pour son engagement de longue haleine dans ce combat :

« Le projet de loi Marini/Legendre visant à renforcer la loi TOUBON a été voté à l'unanimité au Sénat en novembre 2005 mais n'a jamais été inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Sollicité en 2007 sur cette question, Jacques Toubon nous explique que : « Adopter la loi Marini/Legendre pourrait bouleverser l'équilibre et provoquer une réaction de la Commission, alors qu'elle est actuellement encline à nous laisser appliquer notre législation. » »

Notons enfin qu'elle n'a jamais été appliquée comme elle l'aurait du, c'est à dire à la lettre. Le misérable astérisque que l'on voit sur les immenses affiches publicitaires accolés à de gigantesques anglicismes, et qui renvoie en général à une traduction quasi littérale en police 14 en bordure de l'affiche, écrit de surcroît à *la verticale* ! ne saurait renvoyer à l'obligation faite par la loi d'une traduction dans notre langue « au moins aussi lisible » que le terme étranger. Les institutions ont également l'obligation légale, lorsqu'elle offre une traduction de leur site internet, de le faire en au moins deux langues étrangères (ceci afin d'éviter le tout anglais mais astucieusement sans avoir à le nommer dans le texte). Or il est finalement rare que les universités ou collectivités s'y conforment, et lorsqu'elles le font c'est souvent sous la pression de la veille des associations.

L'anglais s'impose, c'est vrai, mais il y a toujours eu des emprunts entre les langues...

Nous avons vu l'ampleur tout de même inédite, notamment par les moyens techniques qui contribuent à sa propagation, du problème. Mais au delà : **substitution et non absence de création**,

Faux-semblants

et emprunts exclusif à UNE langue en particulier, et de *toutes* les autres. On est loin de la situation parfois donnée en exemple des emprunts à l'italien au 16ème siècle !!!!

II. Et à l'échelle mondiale ?

Prenons d'abord l'échelle européenne : TOUS les pays de l'Europe sont menacés actuellement par l'imposition de l'anglais, souvent même plus violente qu'ici. En Italie, [exemple université]. Des associations s'y sont d'ailleurs inspirés de la résistance française, et ont créé à leur tour un prix d'indignité civique, une nouvelle « Carpette anglaise » dans leur langue. L'association allemande *Verein Deutsche Sprache* compte un peu plus de 30 000 adhérents, et l'agacement gagne devant la montée de l'anglais à tel point que le journal *Der Spiegel* en a déjà fait un article, démontrant notamment que 80% de la population n'avait aucune idée ou une idée fautive du sens des slogans publicitaires en anglais. Ou encore qu'un député allemand, interrogé en anglais par le correspondant non germanophone d'un journal anglais, dû insister fermement pour refuser de répondre en anglais à une question posée dans cette langue, arguant très justement de son rôle de représentant du peuple allemand et du caractère officiel de la conférence de presse.

En vérité... même les anglais se défendent de l'idiome qui singe leur langue, et que nous nommons le plus souvent le *globish*, l'anglais de la « globalisation » : une association présidée par le Prince de Galles espère faire prendre conscience à ses concitoyens de l'abâtardissement subi par la langue courante sous l'effet de l'américain et d'une internationalisation *a minima*, opérée par le bas.

En effet, cette dictature qui ne dit pas son nom sévit partout, particulièrement chez nos voisins européens: tribunaux allemands en anglais, cours de sciences gratuits en anglais à l'Ecole Polytechnique de Turin mais payants en italien, jeunes coréens se faisant opérer de la langue pour mieux parler anglais (!), et que dire des scandinaves dont la langue disparaît presque dans tous les domaines...

III. Résistance

- ♦ **La première étape est personnelle.** Une évidence qui rend ce combat si prenant, car avant de défendre notre société, **il faut déjà se défendre soi-même**, se réapproprier le vocabulaire et même les structures syntaxiques correctes qui nous mettent en état de défendre *quelque chose*. Quelle galéjade, quelle *défaite*, en effet, que de se battre très ouvertement pour protéger quelque chose que l'on vous a déjà volé !
J'ai pour ma part toujours un pincement pénible lorsque j'entends des Québécois parler de monter une « Party » pour défendre le français.
Chaque convaincu a par ailleurs un devoir minimal et fondamental vis à vis de ses contemporains : par le simple usage qu'il fait de sa langue, la faire perdurer et la rendre aux autres.
Ah, ne parlons pas ici de « beau français », d'académisme, ne nous laissons pas renvoyer dos à dos avec les tenants du plus-que-parfait-du-subjonctif ! Ils ont leur utilité, et je respecte, même je prise, leur érudition. Mais il ne s'agit pas de cela, on en est même loin !
Défendons et surtout **illustrons** tous les usages, tous les français, bons ou mauvais, populaires ou littéraires, imagés ou convenus. Tous ont leur place et s'enrichissent mutuellement.
- ♦ La deuxième étape est aussi naturelle et simple : **convaincre ses proches, ses amis, ses collègues**... Transmettre sa colère, son refus, **éveiller des consciences. Ne pas rester seul et renfermé sur sa douleur civique**. En parler autour de soi : une évidence et un minimum au regard de notre part de la responsabilité collective.
- ♦ **Enfin**, on pourrait conclure par le souvenir de cette affiche très évocatrice de la Guerre 14-18 : *l'Or combat pour la Victoire* (un coq en as-relief sortait de la face d'une énorme pièce pour picorer d'un air farouche un soldat allemand à demi-écrasé déjà sous l'énorme cylindre doré...). La plus grande nécessité, dans ce combat comme dans bien d'autres, *reste de prendre conscience de nos propres forces*, de rassembler les convaincus, et de leur donner un poids collectif.

*Le « globish » s'impose surtout parce que l'espace publique est à la fois saturé et censuré, donnant le sentiment d'une forme de consensus tacite, implicite, et renvoyant chacun seul face à son indignation ou ses doutes, tentant de le culpabiliser en le marginalisant. Une supercherie très efficace et très lourde à combattre. Une armée de partisans et de patriotes écrasante en nombre – mon association à l'occasion de le vérifier chaque fois sur le terrain-- mais **totale**ment dispersée, éparpillée, en déroute, et qu'il faut mettre en ordre de bataille. *De vous à moi et pour le plaisir du parallèle historique, on nous rejoue exactement la guerre des Gaules : chaque poche de résistance, hier tribus aujourd'hui associations et cercles familiaux convaincus, se bat seule et en se croyant le dernier camp retranché du bon sens.**

Contre cela, il y a les associations : qu'elles hantent les antichambres des ministères ou qu'elles investissent la rue en manifestations et campagnes d'affichage, débats et prises de position, **toutes portent ce combat dans la sphère publique**. Mais cela demande des moyens, et la légitimité de la démographie ; *d'une certaine façon, on ne nous relaie que lorsque l'on nous craint*. Nous sommes dans un système difficile et bien peu idéaliste, et l'argent est le véritable nerf de la guerre : avec lui on peut donner une apparence de légitimité aux causes les moins populaires (que l'on songe aux débuts hésitants de l'idée d'Union Européenne, lorsque les institutions américaines devaient abonder à grand frais et en sous-main les partisans du fédéralisme, entre autres pour se forger un rempart cohérent et aux ordres face au bloc soviétique), sans lui un consensus national peut rester méconnu et sans force.

Faux-semblants

Face à nous, un rouleau compresseur médiatique, une machine rodée et lancée, sur son élan, où les journalistes surenchérissent spontanément entre deux déclarations de grands patrons et d'hommes politiques. --Des journalistes, il faut le souligner, qui ne sont pas des *agents* de cette cause, c'est à dire qu'ils n'y a pas une sorte de « complot » dans lequel des gens conscients du préjudice extrême qu'ils nous portent s'ingénient à contourner nos défenses mentales et renverser nos repères. De tels idéologues cyniques existent bels et bien, mais ils sont en général dans les états-majors⁷. La réalité est moins romanesque et plus simple : ils sont choisis pour leurs convictions, sélectionnés et *auto-sélectionnés* pour leur communauté de vue avec la rédaction et *in fine mais indirectement* les propriétaires du journal, de la radio, de la chaîne. Ils sont donc libres, ils se sentent libres, mais portent spontanément un regard biaisé sur l'actualité, un regard dont ils sont prisonniers et qui, au lieu de trouver à être remis en question, et auto-alimenté, légitimé et banalisé dans sa confrontation à l'ensemble, façonnant un *politiquement correct* qui veut par exemple que l'on parle encore avec insistance de « gauche » en traitant les pérégrinations du PS (MM. Strauss Kahn et Valls...?).

Nous n'avons donc pas d'autres choix, si nous voulons gagner, que de répondre *aussi* sur leur terrain, d'imposer notre cause dans le quotidien. **Nous ne pouvons pas l'attendre, ou de manière si marginale, des médias, il faut donc les stipendier.** En outre, c'est également lorsque nos affiches pourront ruiner une campagne publicitaire ouvertement anglomane que nous inciterons les industriels à la modération...

Pour résumer, donc :

- S'astreindre à une véritable démarche de libération, de désintoxication, fastidieuse et parfois délicate, mais essentielle. Sans se donner pour tel, être un exemple, et par l'usage que l'on en fait, rendre le vocabulaire approprié aux autres.
- Comprendre et faire comprendre. Faire, autant que notre position nous le permet, un peu le « gendarme » dans les cercles amicaux et professionnel où l'on évolue, toujours avec pédagogie et sans stigmatiser les victimes.
- Rejoindre l'action collective des associations, leur donner sa voix (pétitions, adhésion), si possible des moyens (adhésion, don), et mieux encore, du *temps* : **ce n'est qu'en se mobilisant que l'on fait progresser une cause. Quant il s'agit de défendre quelque chose de si fondamental, RIEN ne dispense de l'engagement personnel.**

En somme et pour le dire plaisamment, le mot d'ordre de la lutte est : ***s'astreindre / contraindre / rejoindre.*** Ou, si vous préférez, l'articulation nécessaire est ***Résistance Personnelle, Résistance Locale, Résistance Nationale.***

En vous remerciant de votre attention,

Matthieu Varnier, secrétaire général, au nom du CO.U.R.R.I.E.L.

⁷ Je reste en effet convaincu que de tels personnes existent dans les hautes sphères et les clubs de réflexion de nos élites financières... Les théoriciens sont partout.

Faux-semblants

IV. Annexe

- Jeu sur les mots de la Novlangue, Fête de l'Humanité 2011, stand PCF de l'Essone :

Suggestions de mots et débuts d'analyses (pistes) :

- **Benchmarking**

Résumé : il s'agit de "banc de test", ou "analyse comparative", en français. Mais il s'agit surtout d'une mode, d'une logique, d'une philosophie, d'une pratique : tout réduire à des indicateurs, réputés objectifs, partiels, et comme tout indicateur façonnant la réalité qu'il prétend décrire. Il s'agit d'accompagner la *normalisation* des produits, mais aussi des méthodes, des démarches, des pensées, des styles... via une "sélection naturelle" dirigiste et arbitraire. Ce terme et sa réalité son le bras armée de l'idéologie du pragmatisme, de l'efficacité certifiée, et contribue à réduire la réalité à une série de chiffres sur lequel l'individu, privé de sa capacité à appréhender le réel dans toutes ses dimensions, est invité à se focaliser.

- **Challenge**

Résumé : il remplace purement et simplement "défi", sans valeur ajoutée, sans panache, sans être plus court, sans... rien. Une usurpation gratuite. Mais c'est normal : par ce remplacement, il renouvelle le mot, lui donne une nouvelle place dans le Panthéon implicite des "valeurs" de notre nouvelle société. Le "défi" était une gageure et une audace, la beauté du risque assumé librement : le "challenge" est un état d'esprit, une injonction idéologique, un *mécanisme* du système. On utilise le "benchmarking" entre les employés, les RH rivalisent d'inventivité pour mesurer la productivité intellectuelle et le rendement du travail ; mais le "challenge" va plus loin : c'est la compétition directe, le choc, la sélection sans fard, assumée, *souhaitée*. Il veut dire "défi", mais il le dit à l'américaine, il le dit dans le cadre culturel du culte de la réussite personnelle et de la haine des solidarités qui entravent l'écrasement légitime du faible par le fort. *Il le dit explicitement dans le contexte "moderne" de la mondialisation à toutes les échelles*, de la mise en concurrence de chacun avec tous. Le défi était noble, car porté par l'audace et l'envie de prouesse ; le *Challenge* pue la course frénétique à la reconnaissance, à la survie.

- **Customiser**

Résumé : avant on personnalisait. Maintenant, même un site de broderie au point de croix ou de coutellerie traditionnel type "couteau de vigneron du Puy-de-dôme avec pique à fromage et manche en corne de chèvre" vous proposent de *customiser* votre achat. Qu'elle différence ? Toujours la même : on ne change pas le sens, mais le contexte. On glisse dans la phrase, on instille dans le discours un peu du nouvel esprit marchand qui se doit d'animer tout un chacun : la "customisation", c'est le culte du "non-standard", l'anti-communisme fait objet, c'est la confusion marchande de l'être et de l'avoir, où le premier ne se manifeste plus que dans les détails du second. C'est l'expression finale et finalement légitime de l'individualisme auquel on pousse les sociétés. "Personnaliser" est banal, marginal, pour ainsi dire anecdotique. Mettriez-vous votre nom au laser au dos de la lame, vous n'en seriez guère plus avancé pour couper une pomme ou débiter du saucisson. Mais "customiser", c'est être à la page, avoir le bon réflexe, celui du siècle, celui qui vous vaudra, implicitement, l'estime de votre voisin : "vous", "vous n'êtes pas comme tout le monde". Tout ça grâce à votre nom niellé à la graisse de porc...

- **fun**

Résumé : quel ringard ose encore, même avec humilité, parler de *plaisir*, de *convivialité*, de

Annexe

joie, d'exaltation, d'humeur sémillante ou de *bonheur latent* ? Le "fun", qui ratisse si large qu'il englobe tout ce qui est de nature à améliorer votre humeur, est l'essence même de la novlangue Orwélienne, de ce passage pourtant clair sur le "bon, plusbon, double-plusbon, *inbon*, plus*inbon*, double-plus*inbon*" supposé amené à remplacer à terme toutes les nuances de l'appréciation dans tous les domaines, achevant brillamment la grande oeuvre dé-civilisatrice du système. La mondialisation libérale ne connaît plus ces subtilités désuètes pour midinette en mal de coca : désormais, l'exultation bruyante, explosive et surjouée est la règle, le modèle, la seule véritable marque de l'émotion humaine. "Fun" renvoie ainsi en premier lieu à ses premiers usages, son emploi "jeune" pour désigner des plaisirs intrinsèquement excessifs et valables uniquement par là. Que ne ferait-on pas pour nous vendre des boissons sucrés !, lesquelles nous promettent justement ce nirvana brutal et fatiguant de la joie à outrance ? Même le "délire" (superlatif d'extase) a succombé devant le "fun", désormais aussi promu auprès des familles et des très jeunes générations. Fini les "déjeuners sur l'herbe", trop calmes. La quiétude nuit à la consommation, la passivité est la mort du commerce. La mouvement, toujours le mouvement, celui qui pousse à l'achat pour se régénérer et se prolonger. Le "fun" est un programme de société qui ne dit pas son nom. Un sourire sans grâce, crispé, alignant ses 32 dents éclatantes.

- **job**

Résumé : tout est job. Le laveur de carreau, l'étudiant stagiaire exploité, mon patron et ses deux millions par an, sénateur ou président de la république. Des jobs. Mais sont-ce tous des métiers ? Non, bien sûr. Un "métier", on a tous une idée claire, mentale, de ce que c'est. De ce que cela devrait être. Un "métier", c'est une qualification, un salaire décent qui permet d'en vivre, une pérennité dans l'activité, une tâche avouable sinon valorisante. Mais un "job" ? Juste une activité rémunérée. La fille sur le trottoir aussi, c'est un job. Le jeune mendiant qui rend une partie de ses gains à ses souteneurs, un job ? Sans doute. Alors vive le "job", qui nous anesthésie sans remboursement, et gomme avec zèle les barrières de nos consciences. Les limites du "bon" et de l'inacceptable. Du sérieux et du provisoire. Le patron ne sera jamais un "employé", mais on a au moins un point commun (à défaut du salaire, du prestige, du confort, des garanties...) : on a tous un "job". Et dire que des salauds de chômeurs osent encore renâcler au déclassement, à l'abandon de leurs prérogatives et de leurs qualifications ! Ils n'ont rien compris au nouveau système... Il faudrait les mettre à l'anglais.

- **leadership**

Résumé : tout est "leadership". La précellence, "exit". Plus de meneurs, de chefs-de-file, d'animateurs, etc. Le leadership, c'est un mot, mais c'est avant tout un style. Une nuance, une appréciation dans l'exercice du pouvoir personnel. Au delà de tout ce qui pourrait être dit, cela nous met quand même aussi un peu dans la tête qu'un Chef, c'est quasiment un américain... Quand on dit "leader", peu de gens pensent spontanément à De Gaulle, on s'imagine plus le sourire figé d'un Kennedy. Un "leader", c'est, d'une certaine façon et inconsciemment, quelqu'un de tellement charismatique qu'il mériterait sa "green card"... Dans ce monde, que l'on soit CEO ou "project manager", le pouvoir désormais se prend en anglais. *Le Titre, pour ennoblir son récipiendaire, emprunte à la langue des maîtres.*

- **coach**

Résumé : *accompagnateur, thérapeute, entraîneur, conseiller, consultant, formateur, instructeur, expert* La liste des mots "tués" par l'ultra-médiatique "coach" est longue. Une confusion qui permet d'endosser plusieurs casquettes, et qui fait du travail le plus qualifié... un "job". Vague, malléable, corvéable. Le coach est un factotum, coupé des traditions d'un métier auquel il n'est plus invité à se référer en tant que tel.

Annexe

Ps : <http://www.regards.fr/societe/eric-hazan-la-lqr-c-est-la-langue>